



# Front des luttes - décembre 2014 -



## ***En 2015, donnons aux travailleurs de France leur Parti communiste !***

Le MEDEF n'en finit plus d'avancer de nouvelles exigences visant à la dérèglementation continue. Au nom du Pacte de Responsabilité, le gouvernement bourgeois, peut, sans grande résistance d'ensemble, s'attaquer à la durée légale du travail, au repos du dimanche, aux institutions permettant aux salariés de se défendre, aux droits démocratiques... aidé par l'Union Européenne.

Les annonces de licenciements et de fermetures d'entreprises et d'établissements publics se multiplient : 551 dans le groupe pharmaceutique Pierre Fabre, dépôt de bilan aux abattoirs AIM (600 salariés), fermeture d'Ecomouv (210 emplois menacés)... mais le gouvernement du PS, avec la loi Macron sur la croissance et l'activité, facilite les plans de licenciement et exonère quasiment les patrons par une attaque destructrice du code du travail.

La crise du système capitaliste qui pousse la bourgeoisie, dans sa guerre économique, à intensifier l'exploitation, accroît le danger de guerre, qui est un moyen de détruire du capital excédentaire ou concurrent, d'augmenter ses profits grâce aux commandes militaires et aux marchés de la reconstruction, de diviser les travailleurs et les peuples et de liquider une partie de la main d'œuvre dont elle n'a plus besoin. La politique de guerre coûte en effet de plus en plus cher à la population. En 2014, le coût des Opérations Extérieures (interventions en Afrique et en Irak) s'approche de 1 milliard d'euros, soit plus du double de la somme prévue. Il s'était élevé à 1,25 milliard en 2013.

Le projet de suppression des élections directes aux prud'-hommes, dont l'accord national interprofessionnel avait déjà réduit les compétences, vise à renforcer l'arbitraire du patronat, remettant la défense des travailleurs aux mains de représentants dociles et d'avocats professionnels. Plus largement, c'est le syndicalisme même qui est en voie de liquidation, de par la politique de collaboration de classes des directions et des dispositifs conduisant à l'individualisation des relations entre « employeurs » et salariés. C'est aussi une conséquence de la liquidation du mouvement communiste par ses dirigeants, d'abord révisionnistes, puis ouvertement social-démocrates. Car c'est en définitive le mouvement communiste qui, quand il s'appuyait sur une théorie révolutionnaire –le marxisme-léninisme– et sur l'existence et l'aide du camp socialiste, imposait à la bourgeoisie des reculs et des défaites, et avait permis à la classe ouvrière de conquérir ces avantages sociaux et salariaux, à présent détruits.

Les théories avancées par le PCF accordaient la priorité à l'intervention dans la gestion, et de fait, rejetaient la question centrale de l'abolition de la propriété capitaliste des moyens de production. Cette dérive a fortement influencé les orientations de la CGT. L'affaire Lepaon, que la bourgeoisie utilise pour répandre l'antisyndicalisme, n'est qu'un exemple de l'intégration au système de la bureaucratie syndicale acquise à la cogestion et à la construction européenne du Capital.

Aussi, les travailleurs, à qui il appartient de faire vivre un syndicalisme de lutte de classe, doivent tirer les leçons du « syndicalisme rassemblé » qui a montré sa totale impuissance face aux coups du Capital. D'autre part, ils doivent se réapproprier les outils d'analyse et de lutte contre l'exploitation capitaliste, afin de reconstruire un Parti communiste révolutionnaire, seule condition pour abattre le capitalisme et instaurer le socialisme.

Sur ce terrain, le travail a déjà avancé. Il a rendu possible l'émergence d'un Parti réellement communiste en 2015. Deux organisations, l'URCF et Communistes, sont à présent dans un processus d'unification. Chacune va apporter son expérience et ses forces militantes. Le Parti qui naîtra, avec l'organisation de la jeunesse que nous construisons dès maintenant, constituera un outil de défense et de lutte révolutionnaire pour les travailleurs, condition indispensable pour changer le rapport de force en faveur de la classe ouvrière.

Au niveau international, le nouveau parti jouera le rôle qui doit être le sien dans l'affrontement avec le Capital, l'Union Européenne et les autres blocs impérialistes.

Nous savons que des communistes non-membres de l'URCF ou de Communistes se réjouissent du processus d'unification pour créer le parti.

Nous les appelons à nous rejoindre pour renouer avec l'objectif stratégique du renversement du capitalisme par la révolution socialiste.

# Luttes pour les salaires

**La revendication centrale et unifiante** soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1700 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

**Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables** supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosés en 2011, 2012 et 2013, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

**Un salarié sur six est payé au smic**, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

**Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.**

L'URCF revendique le smic à 1700 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement.

**Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.**

## Raffinerie d'ExxonMobil de Notre-Dame-de Gravenchon (Seine-Maritime)

Le 11 décembre, des travailleurs de la raffinerie d'ExxonMobil de Notre-Dame-de Gravenchon (Seine-Maritime), se sont mis en grève à l'appel de la CGT. Ils revendiquent des augmentations de salaires, la direction du groupe ayant, pris «des mesures d'austérité salariale sans précédent pour la deuxième année consécutive», selon la CGT. FO s'est jointe au mouvement. ExxonMobil affiche une augmentation de 3% de ses bénéfices, qui dépassent les 8 milliards de dollars au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014.

## Brink's France.

Deux syndicats du transporteur de fonds Brink's France ont appelé les salariés à une grève illimitée à partir du lundi 21 décembre pour revendiquer une augmentation de salaires et dénoncer leurs conditions de travail, a-t-on appris dimanche.

La FNCR et l'Unsa (non représentatif) exigent "une augmentation de 150 euros bruts pour tous les salariés". Ils dénoncent "l'arrogance du patron qui ne se préoccupe que des cadres et des actionnaires". Les deux premiers syndicats (CFDT et CGT) de Brink's en France ne prennent pas part au mouvement, qui devait être davantage suivi dans le Sud-Ouest et le Grand-Ouest, notamment en Bretagne.

Les grévistes entendent aussi peser sur les négociations annuelles obligatoires (NAO) en cours avec la direction, qui doit répondre en janvier aux demandes des représentants du personnel.

Des "pseudo-négociations", selon la Fédération nationale des chauffeurs routiers (FNCR), qui juge "raisonnable" d'exiger une telle revalorisation salariale. "Parce que si on s'écoutait, on demanderait 300 euros au regard de ce qu'on n'a pas eu depuis 15 ans", explique son délégué central.

En 2000, une grève massive des transporteurs de fonds avait conduit à des augmentations salariales et à la création d'une prime de risque.

Les salaires de base ont été augmentés en moyenne de 0,82% par an sur les trois dernières années et la participation a baissé de 40% en 2014.

La filiale française de la société américaine Brink's, qui emploie près de 5.500 personnes en France, selon son site internet, est un des deux poids lourds du transport de fonds, avec Loomis.

Une dizaine d'agences du transporteur de fonds Brink's France étaient "totalement" ou partiellement bloquées. Dans la région Sud-Ouest, où la mobilisation est la plus importante, il y a des agences totalement bloquées comme à Limoges, Angoulême, Tarbes, Bayonne et Agen, tandis qu'à Bordeaux seulement "4 camions blindés sur 14 sont sortis" dans la matinée, a affirmé un représentant syndical.

Le délégué central a ajouté que les agences de Nantes, Strasbourg, Beauvais, Rouen, Pacy-sur-Eure (Eure) et Bonneville (Haute-Savoie) étaient touchées par le mouvement social.

La direction patronale de l'entreprise a évoqué des demandes d'augmentations salariales "totalement déconnectées de la réalité".

Selon la FNCR et l'Unsa, les salaires de base ont été augmentés en moyenne de 0,82% par an sur les trois dernières années, avec une année blanche en 2013.

La filiale française de la société américaine Brink's, qui emploie près de 5.500 personnes en France, selon son site internet, se partage le marché du transport de fonds en France avec son concurrent Loomis.

## Travailleurs des boutiques de souvenirs de la Tour Eiffel.

Les salariés des boutiques de souvenirs de la Tour Eiffel étaient en grève lundi 22 décembre, pour la quatrième journée consécutive, pour leurs salaires.

Les grévistes revendiquent une augmentation immédiate de 300 euros pour tous les employés des boutiques, une cinquantaine de salariés qui travaillent par roulement.

Les boutiques de souvenirs sont gérées par la société SCSC Tour Eiffel, une filiale de Relay (groupe monopoliste (multinationale) Lagardère) qui dispose de huit points de vente ouverts de 8h à 22h, selon son site internet.

La Tour Eiffel est un des monuments les plus visités au monde avec près de 7 millions de visiteurs par an.

# Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

*Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnisation** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois et de la révolution socialiste. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*

**Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :**

- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**
- **Les revenus des privés d'emplois** (« chômeurs ») **devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.**
- **Nationalisation sans indemnisation** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

*Sur notre site internet [urcf.fr](http://urcf.fr) vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.*

## Point à Pitre (Guadeloupe)

Les agents de la Générale des Eaux ont lancé une grève générale et illimitée le 15 décembre 2014.

95% de l'entreprise, soit plus de 300 personnes, sont en grève.

Une intersyndicale réunissant l'UGTG et la CFE-CGC demande " une vraie réflexion sur la distribution de l'eau potable en Guadeloupe" et des réponses concernant la situation de 143 agents, alors qu'une convention provisoire liant juridiquement la Générale des Eaux et le SIAEG (Syndicat Intercommunal d'Alimentation en eau et d'Assainissement de la Guadeloupe), prend fin le 31 décembre prochain.

Selon le syndicat, "des quartiers dans plus de 12 communes" sur 32 sont touchés par des coupures d'eau. Certains habitants ont eu les robinets à sec plus de 48 heures. De nombreuses mairies ont décidé de fermer les écoles depuis mardi.

Au cinquième jour de grève les agents de la Générale des Eaux ont annoncé qu'ils feraient "l'effort de rétablir l'eau ", tout en poursuivant leur mouvement.

La direction a présenté ses propositions vendredi aux salariés mais le mouvement continue.

Selon le protocole établi en préfecture mercredi soir, les collectivités de Guadeloupe et l'État se sont engagées à payer le syndicat intercommunal des eaux afin qu'il puisse apurer sa dette à la Générale des eaux et mettre fin à la grève qui affecte la distribution d'eau potable depuis lundi.

L'État et les collectivités se sont engagés sur le paiement de 23 millions d'euros de dettes. Le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau et d'assainissement de la Guadeloupe (SIAEG) devrait ainsi pouvoir régler sa dette à ses prestataires, parmi lesquels la Générale des Eaux, à qui il doit 15,3 millions d'euros pour 2014. Le SIAEG propose la négociation d'un contrat transitoire de 9 mois. A défaut d'un accord avec la Générale des eaux, le protocole stipule que "le SIAEG intègrera les 143 agents" concernés "au 1er janvier 2015 avec la garantie de leur rémunération".

**L'URCF propose la nationalisation sans indemnité des monopoles privées de l'eau par la lutte des agents eux mêmes et de la population. Une lutte permanente pour la satisfaction des besoins se heurtera aux critères de rentabilité financière de l'Etat subordonné aux oligarchies financières, grâce au travail du parti communiste révolutionnaire les agents en lutte devront se poser la question du bris de l'Etat bourgeois par la révolution et la construction du socialisme vers le communisme.**

**Un collectif national est né pour la « nationalisation sans indemnisation, avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi ».**

Un outil favorisant le développement des luttes, l'unité des travailleurs quelle que soit leur affiliation, leur donnant une perspective politique.

**J'adhère au collectif national pour la nationalisation sans indemnisation:**

Nom :

Prénom :

Adresse mail :

Tél. :

Profession :

Je verse à la caisse de solidarité :

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

**Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.**

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

*En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.*

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

Là où les fermetures d'usines sont annoncées, **l'URCF continue sa campagne de lutte par les travailleurs pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes casseuses d'emplois.** La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'Etat bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

**L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations... :** *salariés de Fenwal de La Châtre (Indre) du groupe allemand Fresenius Kabi (matériel médical et pharmaceutique), salariés des chantiers navals STX de Saint-Nazaire, ouvriers de l'usine aveyronnaise du groupe d'équipements automobiles allemand Bosch, surveillants pénitentiaires, cheminot-conducteur de la SNCF (le numéro 5 de Signal Rouge, journal des cheminots de l'URCF, est sorti, demandez le ou retrouvez le ici sur le site de l'URCF : <http://www.urcf.fr/spip.php?article727>) ...*

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un **front d'alternative populaire anticapitaliste !**

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».

**Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !**

**Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !**

10 janvier 2015

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF